



CHAPITRE 28

Loi des huissiers

SECTION I

DE L'ADMISSION DES HUISSIERS

Qualité
requise. 1. Nul ne peut être admis comme huissier de la Cour supérieure et immatriculé comme tel à moins que, à l'époque de son admission, il ne puisse écrire suffisamment l'orthographe de la langue française ou de la langue anglaise. S. R. 1941, c. 21, a. 2 *{partie}*.

Requête. 2. Toute requête adressée à la Cour supérieure à l'effet de faire recevoir le requérant au nombre des huissiers de la Cour supérieure, doit être renvoyée au protonotaire qui examine l'aspirant et fait rapport au tribunal de ses qualités, tant de celles exigées par le présent chapitre que par la loi; et telle requête ne doit pas être accordée si le rapport du protonotaire ne constate pas que le requérant peut écrire suffisamment l'orthographe tel que ci-dessus mentionné. S. R. 1941, c. 21, a. 2 *{partie}*.

Honoraire. 3. Sur chaque examen le protonotaire reçoit du requérant la somme de quatre dollars, laquelle comprend le coût de son rapport au tribunal. S. R. 1941, c. 21, a. 3.

Discretion. 4. Le tribunal a toujours le pouvoir discrétionnaire de rejeter la requête, même au cas où le requérant posséderait les qualités mentionnées ci-dessus. S. R. 1941, c. 21, a. 4.

CHAPTER 28

Bailiffs' Act

DIVISION I

ADMISSION OF BAILIFFS

1. No person shall be admitted as a bailiff of the Superior Court or registered as such, unless he be able, at the time of his admission, to write the English or French language, with sufficient grammatical correctness. R. S. 1941, c. 21, s. 2 *(part)*.

2. Every petition addressed to the Superior Court to have the petitioner admitted a bailiff of the Superior Court, shall be referred to the prothonotary, who shall examine the candidate and report to the court touching his qualifications as by this act and by law required; and the prayer of such petition shall not be granted, unless it appear by the report of the prothonotary that the petitioner can write as aforesaid. R. S. 1941, c. 21, s. 2 *(part)*.

3. The prothonotary shall receive from each petitioner the sum of four dollars for each examination, which sum shall include the cost of his report to the court. R. S. 1941, c. 21, s. 3.

4. The court may always, in its discretion, reject such petition, even though the petitioner possess the qualifications above mentioned. R. S. 1941, c. 21, s. 4.

- Gaspé. 5. Le district de Gaspé n'est point soumis à l'opération des articles 1 à 4. S. R. 1941, c. 21, a. 5.
5. Sections 1 to 4 shall not apply to the district of Gaspé. R. S. 1941, c. 21, s. 5.

SECTION II

DU CAUTIONNEMENT DES HUISSIERS

Cautionnement. 6. Toute personne nommée huissier de la Cour supérieure doit, avant d'entrer en fonction, donner un cautionnement de quatre cents dollars conformément à la section IV de la Loi des employés publics (chap. 12) relative aux cautionnements des officiers publics.

Garantie. Le cautionnement ainsi donné par l'huissier est une garantie au montant de la somme stipulée, pour les dommages que pourrait souffrir toute personne ou partie par sa négligence coupable ou sa malversation.

Avis. Dès la nomination d'une personne comme huissier de la Cour supérieure, le protonotaire doit en aviser par écrit le ministre des finances en donnant le nom et l'adresse de la personne ainsi nommée. S. R. 1941, c. 21, a. 6.

SECTION III

DU CAUTIONNEMENT DES HUISSIERS DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Corporation. 7. La corporation des huissiers du district de Montréal est chargée de garantir elle-même jusqu'au montant de quatre cents dollars pour chacun de ses membres, leur fidélité dans l'exécution de leurs devoirs et de leurs obligations. S. R. 1941, c. 21, a. 7 (*partie*).

Dépôt. 8. À cette fin, la corporation est tenue de déposer entre les mains du ministre des finances une garantie jusqu'au montant de dix mille dollars. S. R. 1941, c. 21, a. 7 (*partie*).

SECTION IV

DES DEVOIRS DES HUISSIERS

Cour de magistrat. 9. Les huissiers de la Cour supérieure nommés pour un district quelconque sont aussi, sans autre nomination, huissiers et officiers de la Cour de magistrat pour le

DIVISION II

BAILIFFS' SECURITY

6. Every person who is appointed a bailiff of the Superior Court shall, before acting as such, give security in the sum of four hundred dollars, in conformity with Division IV of the Public Officers Act (Chap. 12).

The security so given by a bailiff shall be a security, to the amount thereof, for the damages sustained by any person or party by reason of the culpable negligence or misconduct of the bailiff.

Upon the appointment of any person as a bailiff of the Superior Court, the protonotary shall forthwith communicate such appointment in writing to the Minister of Finance, giving the name and address of the person so appointed. R. S. 1941, c. 21, s. 6.

DIVISION III

SECURITY TO BE GIVEN BY THE BAILIFFS OF THE DISTRICT OF MONTREAL

7. The corporation of the bailiffs of the district of Montreal shall itself be security for the faithful performance of the duties and obligations of each of its members, to the amount of four hundred dollars. R. S. 1941, c. 21, s. 7 (*part*).

8. For that purpose, the corporation shall deposit, with the Minister of Finance, security to the amount of ten thousand dollars. R. S. 1941, c. 21, s. 7 (*part*).

DIVISION IV

BAILIFFS' DUTIES

9. The bailiffs of the Superior Court, appointed for any district, shall be bailiffs and officers of the Magistrate's Court for the same district without any other ap-

même district, et sont soumis à la Cour de magistrat à raison de leurs charges, et le cautionnement donné par eux s'étend à tous leurs actes ou omissions comme huissiers de la Cour de magistrat et s'y appliquent aussi complètement qu'à leurs actes ou omissions comme huissiers de la Cour supérieure. S. R. 1941, c. 21, a. 9; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

Pouvoirs.

10. Les huissiers de la Cour supérieure peuvent agir en cette qualité dans les limites du district pour lequel ils ont été nommés, et dans les autres districts, dans les cas prévus par la loi, pour signifier et mettre à exécution tous les brefs, ordres et procédures qui émanent tant de la Cour supérieure que de la Cour de magistrat et des autres tribunaux en cette province, et qui peuvent être légalement adressés à un huissier. S. R. 1941, c. 21, a. 10; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

SECTION V

DE LA DESTITUTION DES HUISSIERS

Destitution.

11. Les huissiers peuvent être destitués par la Cour supérieure ou par tout juge de cette cour. S. R. 1941, c. 21, a. 11; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

SECTION VI

DES PÉNALITÉS

Refus ou négligence.

12. Tout huissier qui néglige ou refuse d'exécuter un bref d'assignation ou d'exécution, émané de la Cour de magistrat dans un district autre que celui pour lequel il est nommé huissier, et qui lui a été confié, ou qui n'exécute pas ou ne rapporte pas convenablement tel bref d'assignation ou d'exécution, est passible de dommages à l'instance du demandeur ou autre personne intéressée, pour toute perte ou dommage résultant de cette négligence ou de ce refus, ou de l'exécution ou du rapport irrégulier de tel bref, et le cautionnement de cet huissier s'étend et s'applique à ces dommages comme dans les autres cas, conformément à la loi. S. R. 1941, c. 21, a. 12; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

pointment, and shall be amenable to the Magistrate's Court as such officers, and the security given by them shall extend and be applicable to all their acts or omissions as bailiffs of the Magistrate's Court, as fully as to their acts or omissions as bailiffs of the Superior Court. R. S. 1941, c. 21, s. 9; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

Powers.

10. Every bailiff of the Superior Court may act as such within the district for which he has been appointed, and in other districts in the cases provided by law, for the service and execution of all writs, orders and process issuing, as well from the Superior Court as from the Magistrate's Court, and from all other courts in the Province, which may lawfully be directed to a bailiff. R. S. 1941, c. 21, s. 10; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

DIVISION V

REMOVAL OF BAILIFFS

Removal.

11. Bailiffs shall be removeable by the Superior Court or by any judge thereof. R. S. 1941, c. 21, s. 11; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

DIVISION VI

PENALTIES

Neglect to execute process.

12. Any bailiff who neglects or refuses duly to execute any writ of summons or execution issued out of the Magistrate's Court in any district other than that in and for which he is appointed a bailiff, and which has been entrusted to him, or who improperly executes or returns any such writ of summons or execution, shall be liable in damages at the suit of the plaintiff or other interested person for all injury or loss sustained by such neglect or refusal, or by such improper execution or return of any such writ, and the sureties of such bailiff shall be holden as in other cases according to law. R. S. 1941, c. 21, s. 12; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

Deniers
prélevés.

13. Tout huissier auquel il a été adressé un bref d'exécution émané de la Cour de magistrat dans un district autre que celui pour lequel il a été nommé, et qui a prélevé le montant de ce bref ou quelque partie de ce montant, est tenu responsable du paiement de ce qu'il a ainsi prélevé, au saisissant ou à la cour d'où le bref a émané, et peut être contraint par corps d'effectuer ce paiement suivant le cours ordinaire de la loi, et par ordre de la Cour de magistrat au lieu où tel bref d'exécution a émané. S. R. 1941, c. 21, a. 13; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

Malversa-
tion.

14. Si un huissier, sous le prétexte de mettre à exécution un ordre d'un tribunal, se rend coupable d'extorsion ou de malversation, ou s'il ne paye pas les deniers qu'il a prélevés ou reçus, ou s'il n'en rend pas un compte fidèle, la Cour supérieure, ou la Cour de magistrat, peut s'en enquérir d'une manière sommaire, si la partie lésée juge à propos de porter plainte devant elle; et tel tribunal peut, à cette fin, assigner toutes les parties nécessaires et les obliger à comparaître, et donner tel ordre pour le remboursement à la partie lésée de toute somme extorquée ou pour le paiement de deniers ainsi prélevés ou reçus, avec les frais que le tribunal croit à propos d'accorder, et si tel huissier ne paye pas immédiatement la somme qu'il a eu l'ordre de payer, le juge peut le faire incarcérer dans la prison commune du district où il est détenu jusqu'à parfait paiement. S. R. 1941, c. 21, a. 14; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

13. Any bailiff to whom is directed a writ of execution, issued out of the Magistrate's Court in any district other than that in which he is empowered to act as bailiff, and who has levied the amount of the said writ, or any part thereof, shall be responsible for the due payment thereof to the seizing party or into the court from which the writ issued, and shall be liable to coercive imprisonment for neglect of the same, by the ordinary course of law, and by the order of the Magistrate's Court at the place where such writ of execution issued. R. S. 1941, c. 21, s. 13; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

Responsi-
bility for
moneys.

14. If any bailiff, acting under colour and pretence of the process of any court, be guilty of extortion or misconduct, or does not duly pay or account for any money levied or received by him, the Superior Court or the Magistrate's Court, if the party aggrieved thinks fit to complain, may inquire into such matter in a summary way, and for that purpose summon and enforce the attendance of all necessary parties, and may make such order thereupon for the repayment of any money so levied or received as aforesaid, and for the payment of such costs to the party aggrieved as such court thinks just; and, in default of immediate payment of any money so ordered to be paid by such bailiff, the judge may commit the offender to the common gaol of the district, there to be detained until such payment is made in full. R. S. 1941, c. 21, s. 14; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

Extortion;
miscon-
duct.